

Industrie automobile

Audit chez Renault avant une réunion de l'alliance

AFP
Paris/France

Dans le même temps, son PDG Carlos Ghosn nie toute malversation.

Al'approche d'une réunion de l'alliance, le constructeur Renault a lancé, selon le gouvernement français, un audit pour vérifier les rémunérations de son PDG Carlos Ghosn, toujours en détention au Japon et qui nie catégoriquement toute malversation au sein du groupe Nissan.

"La nouvelle gouvernance de Renault a lancé un audit sur les questions de rémunération et d'abus de bien social, pour vérifier qu'il n'y a rien eu de difficile, de délicat que nous puissions trouver" chez le constructeur français, a indiqué le ministre de l'Economie français Bruno Le Maire sur la chaîne BFM TV.

L'audit mené avec le "plein accord du gouvernement" prendra "plusieurs jours", a ajouté M. Le Maire, à propos de la firme au losange dont l'Etat français contrôle environ 15% du

capital. Concernant les accusations portées au Japon à l'encontre de celui qui a fait de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, le numéro un mondial de l'automobile avec 10,6 millions de véhicules vendus en 2017, le ministre a déploré "n'avoir pas d'informations". Il a demandé à ce que les charges soient "rapidement" transmises à l'Etat actionnaire et à Renault qui détient plus de 40% de Nissan.

"Tant qu'il n'y a pas de charges tangibles", M. Ghosn ne sera pas démis de sa fonction de PDG de Renault, a précisé M. Le Maire.

Une gouvernance provisoire a été mise en place à la tête du constructeur hexagonal, dont le numéro deux, Thierry Bolloré, a pris la direction exécutive mardi, lors d'un conseil d'administration qui a maintenu M. Ghosn comme PDG.

Le Franco-Brésilien-Libanaï a été évincé de son poste de président de Nissan jeudi en conseil d'administration par un vote à



Photo : AFP/L'Union

Carlos Ghosn, bâtisseur de l'empire automobile Renault-Nissan-Mitsubishi Motors, nie toute malversation.

l'unanimité dont celui des deux représentants de l'Etat français. Son sort à la tête de Mitsubishi le troisième larron de l'alliance, qui l'a rejointe en 2016, devrait être tranché lors d'un conseil d'administration ce lundi.

M. Le Maire a assuré, sur BFM TV, que la présidence de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, forte de 450 000 salariés, allait rester à un Français malgré la crise.

"Nous avons convenu avec mon homologue japonais (Hirosige Seko, venu à Paris, cette semaine, ndlr)

que les règles de gouvernance ne changent pas", a-t-il dit.

UNE REUNION AUX PAYS-BAS • D'après les statuts de l'alliance, le PDG de l'entité Renault Nissan BV de droit néerlandais est nommé par Renault, alors que Nissan choisit le vice-président.

De hauts responsables de l'alliance (son directoire est composé de 10 membres, 5 nommés par Renault, 5 par Nissan) doivent se retrouver cette semaine aux Pays-Bas, pour une première réunion depuis l'arrestation de M. Ghosn, a indiqué hier le quotidien Yomiuri Shimbun. La réunion aux Pays-Bas était planifiée de longue date mais le sort de l'alliance est susceptible d'y être discuté, ajoute le quotidien.

M. Le Maire a rejeté l'hypothèse que la crise soit un coup monté de dirigeants de Nissan ou d'autres acteurs pour faire éclater l'alliance ou pour provoquer un rééquilibrage en faveur des Japonais.

L'objectif pourrait être de modifier les participations croisées : Renault détient 43% de Nissan, mais le Japonais, qui domine son allié en termes de chiffre d'affaires, n'en possède que 15%, une situation qui provoque depuis longtemps des rancœurs dans l'archipel.

Selon le quotidien Nikkei, citant un dirigeant de Nissan, Carlos Ghosn cherchait à intégrer les deux groupes, et "il était possible qu'un plan concret soit prêt au printemps prochain", un

scénario de fusion ouvertement rejeté par le patron de Nissan, Hiroto Saikawa dont Carlos Ghosn fut le mentor.

"Je ne crois pas à la théorie du complot" contre Carlos Ghosn, a indiqué M. Le Maire.

L'ancien homme fort et bâtisseur de l'alliance est soupçonné d'avoir dissimulé aux autorités financières nipponnes des revenus chez Nissan pendant 8 ans à partir de juin 2011 pour un total de 8 milliards de yens (plus 40,6 milliards de francs).

Selon l'agence de presse Kyodo, Nissan a en outre payé la sœur de Carlos Ghosn 100 000 dollars (57,5 millions de francs) par an depuis 2002 pour une mission de conseil fictive.

M. Ghosn, 64 ans, est en garde à vue dans une prison de Tokyo après avoir été arrêté, à son arrivée au Japon, en même temps que son bras droit, l'Américain Greg Kelly, lundi dernier.

Selon des informations de la chaîne publique NHK hier, Carlos Ghosn nie toute malversation.

Il n'a pas fait usage de son droit à garder le silence, lors d'un interrogatoire, et a affirmé n'avoir jamais eu l'intention de dissimuler des revenus, selon la NHK.

Environnement/COP24

La société civile se mobilise

MSM
Libreville/Gabon

Le ministre chargé de l'Environnement, Jacques Denis Tsanga, a présidé, le 23 novembre 2018, à l'Institution Immaculée Conception de Libreville, le forum en vue de recueillir la position des acteurs de la gouvernance climatique gabonaise.

INITIÉE par la société civile gabonaise sous le thème "Changer ensemble", cette journée entraine dans le cadre des multiples initiatives pour préparer la COP24 entamées depuis une semaine pour structurer son agenda climat avant ce rendez-vous planétaire.

« Ces activités ont démarré par des renforcements de capacités, notamment avec le Conseil national climat, qui est l'autorité désignée pour le compte du gouvernement gabonais. Ainsi, nous avons pu évaluer les engagements du Gabon sur la question climatique, sur l'adaptation, comment la société civile peut être impliquée... Ensuite, pour influencer ces décisions au niveau de la sous-région, nous avons donc travaillé avec la communauté des Etats de l'Afrique centrale. Avec elle, nous avons vu l'implication du secteur privé qui



Photo : Gael OSSOUHO MBADOUA

Nicaise Moulombi (costume) et les enfants, incarnation de la jeunesse écologique.

est arrivé en masse et nous remercions ses acteurs, qui ont compris l'intérêt de ces actions », a expliqué Nicaise Moulombi

Le choix de l'Institution Immaculée conception de Libreville n'est pas fortuit. Ce collège, ayant en son sein un club Environnement, a une longueur d'avance sur les autres établissements en ce qui concerne la problématique de l'environnement. Aussi, la jeunesse est-elle placée au cœur des actions du réseau des acteurs de l'Afrique centrale, car c'est à elle qu'il faut confier une planète durable où il fera bon vivre.

« Dans toutes les conférences auxquelles j'ai assisté, un accent particulier est mis sur l'éducation, parce que ce sont eux les

jeunes demain qui devront avoir plus que nous des comportements qui nous amènent à la conservation de la biodiversité, à l'exploitation rationnelle des ressources pour que les générations futures puissent en bénéficier, dans un contexte où la planète serait encore plus propre », a indiqué Jacques-Denis Tsanga.

Le coordinateur résident du système des Nations unies pour le Gabon, Stephen Jackson, a salué le leadership du Gabon sur le continent africain dans les questions de changement climatique et de biodiversité. C'est dans l'intérêt commun, a-t-il insisté, de confier aux générations futures une planète durable et vivable.

Son Excellence **Léon MBA**
28 Novembre 1967 - 28 Novembre 2018

La Fondation Président Léon MBA
Pour la culture, les sciences et les droits de l'Homme

invite chaque gabonais d'origine et d'adoption à se souvenir de son premier président : **Léon MBA, décédé le 28 novembre 1967.**

Et de s'unir en intention de prières ou de prendre part à la messe d'action de grâces qui sera chantée en l'église Saint-Pierre de Libreville, le **mercredi 28 novembre 2018 à 16H30.**

1^{er} PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE